

Petite histoire de la bibliothèque de l'Assemblée législative de l'Ontario

A Short History of the Ontario Legislative Library

Breve historia de la biblioteca de la Asamblea legislativa de Ontario

Wyley L. Powell

Volume 37, Number 4, October–December 1991

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1028546ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1028546ar>

[See table of contents](#)

Article abstract

The forthcoming bicentennial of the Ontario Legislative Library makes it appropriate to highlight its history; a history that coincides with that of Upper Canada, the united Province of Canada, and Ontario. The principal services offered to the Members of the provincial legislature are also described.

Publisher(s)

Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED)

ISSN

0315-2340 (print)

2291-8949 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Powell, W. L. (1991). Petite histoire de la bibliothèque de l'Assemblée législative de l'Ontario. *Documentation et bibliothèques*, 37(4), 143–147.
<https://doi.org/10.7202/1028546ar>

Tous droits réservés © Association pour l'avancement des sciences et des techniques de la documentation (ASTED), 1991

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Petite histoire de la bibliothèque de l'Assemblée législative de l'Ontario*

Wyley L. Powell

Attaché à la direction générale
Bibliothèque de l'Assemblée législative de l'Ontario
Queen's Park, Toronto

La bibliothèque de l'Assemblée législative de l'Ontario va bientôt célébrer son bicentenaire. Le moment est donc propice pour tracer les grandes lignes de son histoire qui se confond avec celle du Haut-Canada, de la Province unie du Canada et de l'Ontario. L'auteur profite aussi de l'occasion pour faire le point sur les principaux services que cette bibliothèque met à la disposition des députés.

A Short History of the Ontario Legislative Library

The forthcoming bicentennial of the Ontario Legislative Library makes it appropriate to highlight its history; a history that coincides with that of Upper Canada, the united Province of Canada, and Ontario. The principal services offered to the Members of the provincial legislature are also described.

Breve historia de la biblioteca de la Asamblea legislativa de Ontario

La biblioteca de la Asamblea legislativa de Ontario celebrará muy pronto su bicentenario. Es el momento propicio para trazar los grandes acontecimientos de su historia, que se confunde con la del Alto-Canadá, de la Provincia unida de Canadá y de Ontario. El autor describe también los principales servicios que la biblioteca ofrece a los diputados.

L'histoire de la bibliothèque de l'Assemblée législative de l'Ontario coïncide avec celle de la province du Haut-Canada, de la Province unie du Canada et de l'Ontario. Cela n'a rien d'étonnant lorsqu'on réfléchit au fait qu'une bibliothèque législative est *a priori* au service d'un parlement qui lui-même est le siège des activités politiques d'un territoire.

La bibliothèque parlementaire du Haut-Canada

La première législature du Haut-Canada siègea en 1792 à Newark (Niagara-on-the-Lake). À cette époque, la collection de la bibliothèque était assez mince, comprenant sans doute quelques livres pertinents offerts par le lieutenant-gouverneur Simcoe et par les législateurs eux-mêmes comme des publications officielles, des statuts et des ordonnances.

Ce qui est sûr, c'est qu'en 1800 la collection pouvait être logée dans quelques armoires vitrées. D'après le *Journal de l'Assemblée du Haut-Canada* (House of Assembly of Upper Canada), nous savons qu'un montant de 30 £ fut voté cette année-là pour l'acquisition d'articles divers, comme de grands livres vierges pour y

recopier au propre le *Journal* de l'Assemblée, les lois, une collection des lois britanniques, un exemplaire des *Précédents* de Hatsell, un autre des *Commentaires* de Blackstone et un exemplaire de *Justice of the Peace* de Burn, la Loi du Parlement et une demi-douzaine de collections complètes des lois provinciales du Haut-Canada.

C'est cette modeste bibliothèque qui disparut en 1813 lorsque les Américains incendièrent l'édifice parlementaire à York (Toronto). Un octroi de 800 £ permit de la reconstituer quelques années plus tard. En décembre 1824, un autre incendie ravagea l'édifice mais, à l'exception de certains journaux de la Chambre, les collections de la bibliothèque furent épargnées.

La bibliothèque n'a cependant pas échappé aux effets de la négligence et plusieurs personnes, dont William Lyon Mackenzie, se plaignaient de son état déplorable. Le célèbre journaliste observait dans son *Colonial Advocate* du 11 janvier 1827 que «... les livres (de la bibliothèque) ont une très grande valeur mais leur usage n'est guère réglementé». Et de plus: «La bibliothèque est gérée de façon que les volumes, au lieu de croître en nombre, sont disséminés et

perdus...». Au cours de la même année, le gouvernement reconnut enfin la nécessité de nommer un conservateur, et c'est ainsi que Robert Sullivan fut le premier à assumer la direction de la bibliothèque, recevant pour sa peine un salaire annuel de 50 £. La bibliothèque fut installée dans le nouvel édifice parlementaire au coin des rues Front et Simcoe en 1832.

La bibliothèque parlementaire de la Province du Canada

Sullivan démissionna en 1835. C'est son successeur, le Dr William Winder, qui présida, avec son adjoint Alpheus Todd, à la fusion des bibliothèques parlementaires du Haut et du Bas-Canada lors de l'union des deux provinces en 1841. On se souvient que, de 1841 à 1867, le gouvernement de la Province du Canada était composé d'une Assemblée législative et d'un Conseil législatif et que chacun de ces organismes était doté de sa propre

* L'auteur est très redevable aux recherches faites par Oia Cudney pour *A Chronological History of the Legislative Library of Ontario*, publiée par la Canadian Library Association en 1969, et à l'article de Jean Kerfoot, ancienne bibliothécaire en chef de cet établissement, «The Ontario Legislative Library», paru dans le *Bulletin*, no 28, 1968, de la section de Toronto de la Special Libraries Association.

bibliothèque. On se souvient également que le gouvernement de la Province unie se déplaça assez fréquemment, s'installant successivement à Kingston, à Montréal, à Toronto et à Québec, puis de nouveau à Toronto et enfin à Québec jusqu'en 1865. Les deux bibliothèques déménagèrent chaque fois que le gouvernement changea de capitale, exposant ainsi les collections aux dangers de l'empaquetage, du transport par voie fluviale et du vol.

Grâce à un financement et à des dons généreux, et grâce à des conservateurs perspicaces et savants, la bibliothèque du Parlement de la nouvelle province connut un certain épanouissement pendant la période de 1841 à 1865. En 1843, par exemple, le Dr Winder signalait dans son rapport l'acquisition du célèbre ouvrage d'Audubon sur les oiseaux de l'Amérique du Nord et quelques années plus tard plusieurs milliers de livres importés d'Angleterre.

Toutefois, il faut noter la catastrophe de 1849 qui détruisit le splendide ouvrage d'Audubon ainsi que la presque totalité des collections alors que le Parlement siégeait à Montréal. Rappelons que le 25 avril 1849, des émeutiers mirent le feu à l'édifice qui abritait le Parlement pour protester contre le bill des indemnités. La bibliothèque du Parlement et celle du Conseil législatif comptaient ensemble environ 23 000 volumes dont seulement deux cents échappèrent au sinistre. Les journaux de l'Assemblée législative du Haut-Canada, de 1825 à 1841, furent heureusement sauvés du désastre¹.

En 1850 le gouvernement prit la décision de fusionner la bibliothèque du Parlement et celle du Conseil législatif; en même temps le Dr Winder, appuyé par le greffier adjoint de l'Assemblée, G. B. Faribault, poursuivait la restauration des collections, si bien qu'en 1854 celles-ci dépassaient les 17 000 volumes. La même année, un autre incendie, à Québec, détruisit — accidentellement cette fois — l'édifice parlementaire et presque la moitié des collections de la bibliothèque.

En 1865 les collections avaient atteint quelque 55 000 volumes et la ville d'Ottawa avait été choisie comme capitale du Canada. En septembre de cette année-là, la bibliothèque du

Canada-Uni quitta Québec pour aller former la collection initiale de la nouvelle bibliothèque parlementaire du Dominion du Canada. Du coup, les nouvelles provinces du Québec et de l'Ontario se retrouvèrent sans bibliothèque législative. Conformément aux dispositions de l'*Acte de l'Amérique du Nord*, un conseil d'arbitres fut nommé pour régler les dettes et partager les biens, les propriétés, etc., du Bas et du Haut-Canada. Les arbitres eurent d'énormes difficultés à se mettre d'accord sur ces questions et ce n'est qu'en 1893 qu'un nouveau conseil déclara que chaque province devait être créditée rétroactivement au 1^{er} juillet 1867 pour sa part du montant de 200 000 \$, c'est-à-dire la valeur de la bibliothèque. Il semble pourtant que cet argent ait été versé dans les fonds généraux des deux assemblées et ne soit jamais parvenu à leur bibliothèque.

La bibliothèque législative de l'Ontario

À la suite de la Confédération, l'Ontario se vit dans l'obligation de se reconstituer une bibliothèque législative. Celle-ci était logée tant bien que mal dans un édifice en bois, rue Wellington, appelé la « Toronto Parliament House », mais en 1867 elle était sans argent, sans collection et sans conservateur. C'est le Président de l'Assemblée qui en avait la responsabilité, appuyé dans ce rôle par un comité nommé à cet effet.

En 1869 Alex Gordon devint conservateur mais mourut un an plus tard. On sait d'après son rapport que la bibliothèque ne comptait en 1869 que 1 395 volumes! Son successeur, le journaliste Samuel James Watson, eut l'agréable tâche d'augmenter les collections, si bien qu'en 1872 celles-ci comptaient au-delà de 10 000 volumes. Pendant les neuf ans que Watson resta en poste, la bibliothèque continua son expansion, surtout ses collections de journaux canadiens et de documents officiels, et on peut dire que ce sont encore de nos jours les collections les plus importantes de la bibliothèque.

Plusieurs autres journalistes assumèrent, à tour de rôle, la direction de la bibliothèque — le révérend William Inglis (1881-1883), William Houston (1883-1892) et W. T. R. Preston (1892-1896).

Le nouvel édifice de l'Assemblée législative - 1893

L'installation de la bibliothèque dans l'édifice actuel à Queen's Park date de 1893. Elle y occupait d'abord, dans l'aile ouest, une longue pièce haute de deux étages. Une balustrade en cuivre interdisait l'accès au public. L'année suivante l'espace alloué à la bibliothèque fut augmenté par une annexe qui fut confiée, en 1895, à un autre journaliste, Avern Pardoe. En 1896, ce dernier fut nommé conservateur de la bibliothèque. C'est ce petit homme, hargneux, acerbé, prompt à s'emporter et doué d'une prodigieuse mémoire, qui jeta les bases de la bibliothèque actuelle.

Pardoe se donna pour tâche, entre autres, de combler plusieurs lacunes dans les collections, notamment en acquérant des atlas des comtés de l'Ontario, des exemplaires imprimés des journaux du Conseil du Haut-Canada ou de l'Assemblée antérieurs à 1825 et des exemplaires de la *Upper Canada Gazette* pour la période 1809-1826. Il poursuivit également l'expansion des collections, si bien qu'en 1902 celles-ci comprenaient 67 650 volumes catalogués et, en 1908, plus de 95 000 volumes. Cette croissance rendait les locaux de la bibliothèque de moins en moins suffisants. Pardoe faisait campagne depuis des années en faveur d'une nouvelle bibliothèque et pouvait espérer enfin, à l'été 1909, voir aboutir ses efforts, car les fondations de l'aile nord de l'édifice de l'Assemblée législative, prévue spécifiquement pour abriter la bibliothèque, étaient déjà en place.

L'incendie de 1909

Le 1^{er} septembre 1909, vers une heure moins le quart de l'après-midi, un incendie se déclara lorsque deux ferblantiers, qui réparaient les gouttières de l'édifice principal, abandonnèrent deux braseros à charbon sous les chevrons pour aller déjeuner. Les pompiers se perdirent en route, ce qui permit au sinistre de ravager l'aile nord. Malgré les efforts de plusieurs

1. Voir à ce sujet l'excellent article de Gilles Gallichan, « L'incendie de la Bibliothèque du Parlement en 1849 », *Documentation et bibliothèques*, vol. 36, no 2 (avril-juin 1990), 69-72.

ministres et fonctionnaires, on ne réussit à sauver que 10 000 volumes, sur plus de 100 000. L'Université de Toronto offrit une maison voisine de l'enceinte parlementaire pour abriter provisoirement la bibliothèque.

Pardoe ne tarda pas à commencer la reconstitution des collections et bientôt des dons arrivèrent de partout au Canada et des États-Unis. Le gouvernement impérial présenta les journaux du Parlement britannique pour une période de dix ans et fit à la bibliothèque un prix très spécial pour lui permettre d'acquérir les autres volumes de cette collection.

Pardoe s'occupa également de la planification de la nouvelle bibliothèque et il incorpora à son plan plusieurs mesures de sécurité contre l'incendie, par exemple des planchers en marbre et des rayons en métal, le tout entouré de barreaux. Par ailleurs, les rayons devaient faire partie intégrante de la structure du bâtiment pour renforcer ce dernier. Grâce à l'électricité, il était enfin possible de loger les collections au centre de l'édifice, ce qui avait le double avantage de protéger les volumes du soleil et de laisser la périphérie libre pour des bureaux et des salles de lecture. Ce plan était révolutionnaire pour l'époque et continue, même de nos jours, à s'avérer efficace.

La bibliothèque déménagea à l'automne 1912 dans son emplacement actuel dans l'aile nord où elle occupe deux étages et deux mezzanines. Les collections ne cessèrent de croître, si bien qu'en 1921, elles égalaient en volumes celles d'avant l'incendie. Pardoe poursuivit inlassablement ses efforts, jusqu'à sa retraite à 76 ans, pour acquérir des publications dignes d'une bibliothèque législative et les conserver dans de bonnes conditions. C'est en grande partie à la vision de ce conservateur, qui se donna pour mission de constituer un établissement dont la province puisse être fière, que nous devons les éléments de base de l'excellente collection actuelle de publications officielles et de documents d'intérêt canadien.

Arthur Trollope Wilgress, qui avait fait carrière dans les affaires et dans l'édition, succéda à Pardoe. Il dut presque aussitôt faire face à une crise occasionnée par le transfert de la

bibliothèque du ministère de l'Éducation, avec ses effectifs, à la bibliothèque de l'Assemblée législative. Les 45 000 nouveaux volumes étaient classifiés selon le système de Dewey, alors que les collections de la bibliothèque parlementaire l'étaient selon une classification *ad hoc*. Wilgress entreprit la tâche gigantesque de reclassifier la collection législative selon Dewey, travail qui dura six longues années. Malgré cette réalisation, les deux bibliothèques restèrent séparées encore longtemps, ce qui obligea les utilisateurs à consulter deux catalogues. En 1926, la bibliothèque qui, depuis la Confédération, relevait du Président de l'Assemblée, passa sous l'égide du ministre de l'Éducation.

Wilgress conserva son poste jusqu'en 1935; lui et ceux qui lui succédèrent pendant la décennie de la Dépression subirent les compressions budgétaires que l'on devine. La situation semble s'être améliorée pendant la Deuxième Guerre Mondiale, car le 19 février 1945, le premier ministre de l'Ontario, George Drew, prit la parole à la Chambre pour louer Edith King, nommée conservatrice en 1944, et son personnel ainsi que la qualité des collections elles-mêmes. « Nous avons, déclarait-il, une des meilleures bibliothèques parlementaires qui soient et je me demande parfois si tous les députés et tous les autres qui ont accès à la bibliothèque, se rendent pleinement compte de sa qualité. Je tiens à rendre hommage aux bibliothécaires et aux responsables de la bibliothèque ... ».

Mildred Fraser, conservatrice à partir de 1947, se donna pour tâche de compléter la collection des publications officielles, d'organiser les nombreux documents officiels américains et d'effectuer la fusion totale de la bibliothèque du ministère de l'Éducation avec celle de l'Assemblée. Ce dernier travail, commencé en 1956, ne fut achevé que sept ans plus tard et on pouvait enfin consulter un seul catalogue. Malgré un personnel réduit, Mildred Fraser réussit à améliorer considérablement les services offerts par la bibliothèque parlementaire et lors de sa retraite en 1963, le ministre de l'Éducation fit l'éloge dans son rapport annuel de sa loyauté, de sa connaissance intime des collections et de sa curiosité intellectuelle.

Jean Kerfoot, bibliothécaire en chef de 1963 à 1973, avait obtenu un diplôme en bibliothéconomie (BLS) de l'Université McGill, ce qui fait d'elle la première bibliothécaire professionnelle à ce poste. L'établissement dont Pardoe avait été si fier était maintenant dans un état lamentable, les meubles étant démodés et la salle de lecture occupée par des bureaux du ministère de l'Éducation. En raison de rénovations majeures en 1965 et 1966, la bibliothèque resta fermée pendant plusieurs mois mais à la fin de cette opération elle se vit transformée en bibliothèque confortable, accueillante et moderne. En même temps, pour des raisons administratives, elle fut transférée du ministère de l'Éducation au ministère du Secrétariat provincial.

En 1972 la bibliothèque subit un autre transfert d'ordre administratif, cette fois-ci au ministère des Services gouvernementaux. L'année suivante Doris Wagg prit la relève et resta en poste jusqu'en 1977. Cette période vit la publication de plusieurs rapports dont les répercussions se font encore sentir.

La Commission de l'Ontario sur la législation et le rapport Spicer

En particulier, la Commission de l'Ontario sur la législation (1972-1975), présidée par Dalton Camp, se pencha sur les fonctions de l'ensemble de l'Assemblée législative. Un comité spécial, sous la présidence de Donald Morrow, fut établi en 1975 en vue d'étudier les recommandations de la Commission et demanda l'année suivante à Erik Spicer, directeur de la bibliothèque du Parlement à Ottawa, d'entreprendre une analyse des opérations et besoins présents et futurs de la bibliothèque de l'Assemblée législative. Le 1^{er} avril 1976 la bibliothèque redevint partie intégrante de cette dernière.

Le rapport Spicer, paru en février 1977 et adopté dans son intégralité par le comité spécial, proposait trente et une recommandations dont la première était la création au sein de l'Assemblée d'un service de bibliothèque, d'information et de recherche et la nomination d'un directeur. Le rapport recommandait aussi la mise sur pied, à l'intérieur de ce service, d'une

unité de recherches spécialisée en droit, économie, sciences physiques, sociologie, affaires publiques, politique et questions environnementales. La création d'un service de coupures de presse constituait la troisième recommandation.

Au cours des années, la bibliothèque avait dispersé ses ressources en voulant servir une clientèle trop diversifiée, comme les fonctionnaires du gouvernement et même le grand public, perdant de vue son rôle principal qui était de servir les législateurs. Le rapport Spicer lui rappelait son mandat. Il contenait en plus un certain nombre de recommandations très précises concernant le financement de la bibliothèque, la dotation en personnel, les heures d'ouverture, la création d'une petite collection d'ouvrages de lectures de loisirs à l'intention des députés, l'acquisition de certains genres de documents officiels, le transfert aux archives provinciales et aux bibliothèques ministérielles de certaines publications, et ainsi de suite.

Ce rapport, qui constituait en réalité un plan directeur pour le développement de la bibliothèque, marque un moment décisif dans l'évolution de celle-ci et mena en 1978 à la nomination de Brian Land, ancien doyen de la Faculté de bibliothéconomie de l'Université de Toronto, au poste de directeur général.

Nouveaux services

Muni du plan Spicer, le nouveau directeur ne tarda pas, au cours des années suivant sa nomination, à mettre en oeuvre les recommandations du rapport. Il procéda presque aussitôt, par exemple, au recrutement du chef du Service de recherches, unité qui vit le jour le 1^{er} mai 1979 et qui, depuis, a connu un grand essor.

Ce Service a pour mandat d'assurer des services d'aide et de recherche aux députés qui en font la demande, aux comités de la Chambre sur demande des présidents et aux cadres supérieurs du Bureau de l'Assemblée, et ce d'une manière strictement impartiale. Par ailleurs, il publie depuis plusieurs années une collection de *Documents d'actualité*, en français et en anglais, qui traitent en profondeur de sujets

pouvant intéresser les législateurs tels que les garderies, les questions environnementales, les autochtones et les débats constitutionnels.

La mise en oeuvre des recommandations du rapport Spicer, échelonnée sur plusieurs années, permit à la bibliothèque d'augmenter considérablement sa gamme de services. En 1979, par exemple, elle assumait la responsabilité du Service des coupures de presse qui avait été mis sur pied par le Service du personnel de l'Assemblée dans les années 1930. Grâce à des photocopieuses à la fine pointe de la technologie moderne, ce Service est, depuis plusieurs années, en mesure de proposer des produits très demandés par les députés. Citons en particulier le succès inouï de *Aujourd'hui dans la presse de Toronto*, qui est livré tôt le matin au bureau des députés et présente un choix de nouvelles et d'articles parus dans les quatre quotidiens torontois. Un autre service, *Dans la presse provinciale*, est une publication hebdomadaire d'articles pris dans dix-sept quotidiens et hebdomadaires ontariens, y compris les journaux de langue française, et classés par sujet; ils sont choisis en vue d'assurer la couverture régionale de la province.

C'est également en 1979 qu'une section distincte pour le développement des collections fut créée, alors qu'en 1980, on vit le transfert à la bibliothèque de la Section des services bibliographiques gérée auparavant par le ministère des Services gouvernementaux. Cette section fut rebaptisée Service de compilation et de catalogage pour mieux refléter sa fonction, à savoir le traitement central des publications officielles de l'Ontario et la production de listes mensuelles et de catalogues annuels de ces dernières.

Vers la même époque, la bibliothèque inaugura un programme visant à promouvoir ses services auprès des députés; ce genre d'activité a pris une grande importance au cours des années et constitue à présent une des principales fonctions du Service d'information et de référence. C'est dans le cadre de ce programme que la bibliothèque met à la disposition des députés un vidéo de présentation, en français ou en anglais selon la langue du député, ainsi que des séances d'initiation personnalisées. En outre,

un bulletin, *Le bloc-notes du député*, une demi-douzaine de publications d'informations et de nombreux guides sur divers aspects des collections ou sur un type particulier de recherche viennent compléter le programme de marketing.

Par ailleurs, Brian Land a présidé à l'informatisation de la bibliothèque. L'automatisation du catalogage, à partir d'un système Geac 6000, commença en 1981 et celle des acquisitions et le pointage automatique des périodiques quelques années plus tard. Pendant la même période, la bibliothèque reconnut les avantages de la recherche en direct dans des bases de données commerciales; à l'heure actuelle, elle est abonnée à une vingtaine de ces bases. Plus récemment encore, le CD-ROM a trouvé sa place parmi les services automatisés de la bibliothèque.

Aujourd'hui, la bibliothèque de l'Assemblée législative de l'Ontario détient des collections particulièrement développées dans plusieurs domaines, telles les publications officielles de l'Ontario, du Québec et du Canada, reçues dans le cadre du dépôt légal. Elle possède aussi un grand nombre de publications des autres provinces canadiennes ainsi qu'une collection plus modeste et sélectionnée des publications officielles des États-Unis, du Royaume-Uni, des principaux pays du Commonwealth et d'organismes internationaux. En outre, la collection de journaux (300 abonnements), de périodiques (1000 titres) et d'autres publications en série (1850 titres) et celle des monographies (88 900 titres) couvrent les domaines qui intéressent les députés: la politique, les gouvernements, le droit, l'économie, les questions sociales, etc. Microformes, cartes, bandes vidéo, cassettes sonores et coupures de presse viennent s'ajouter à ces autres documents pour répondre aux besoins très diversifiés des législateurs.

Quelques trésors

La bibliothèque possède également des documents rares et précieux. Signalons, par exemple, le journal manuscrit de la première session du Parlement du Haut-Canada (1792) et la collection de la *Upper Canada Gazette* (1793-1845) qui, malgré plusieurs

volumes manquants, est la plus importante au Canada. Une proclamation de Lord Simcoe, concernant les donations foncières, date de 1795. La collection d'almanachs des années 1870 et 1880 donne des renseignements géographiques, biographiques et même architecturaux qui continuent à faire les délices des historiens.

Années du patrimoine

Pour commémorer plusieurs événements importants, le gouvernement de l'Ontario a déclaré 1991, 1992 et 1993 « Années du patrimoine ». La bibliothèque participe à ces commémorations de différentes façons. Elle a déjà fait produire et relier deux exemplaires d'un fac-similé de l'Acte constitutionnel, adopté par le Parle-

ment britannique en 1791, et un autre de l'Acte d'Union, adopté en 1840. Au printemps 1990, un exemplaire de chacune de ces lois historiques fut présenté, à Québec, au Président de l'Assemblée nationale du Québec par le Président de l'Assemblée législative de l'Ontario.

D'autres projets sont présentement en cours, dont une publication biographique consacrée aux présidents de l'Assemblée législative de la province de 1792 à 1992, une mise à jour des rapports des commissions royales et des commissions d'enquête de l'Ontario de même que ceux des comités spéciaux de l'Assemblée législative, une histoire de la *Upper Canada Gazette* et une mise à jour d'une publication sur les parlements de la province depuis 1792.

Au cours des deux cents ans de son existence, la bibliothèque de l'Assemblée législative de l'Ontario a évolué avec le parlement du Haut-Canada, de la Province unie du Canada et de l'Ontario. Sa mission a toujours consisté à subvenir aux besoins des députés en matière d'information et, en général, elle y a réussi grâce à la prévoyance de ses conservateurs et de ses directeurs - et malgré plusieurs catastrophes. À l'heure actuelle, on peut dire qu'une époque prend fin car Brian Land, qui a présidé au plus grand essor qu'ait jamais connu la bibliothèque, prendra sa retraite en 1992; mais, en même temps, une nouvelle ère commence car la bibliothèque entrera bientôt dans son troisième siècle d'existence, perspective qu'elle peut envisager avec confiance et enthousiasme.

À VOTRE SERVICE
DEPUIS
1946

PERIODICA
INC.

**AGENCE INTERNATIONALE
INTERNATIONALE SUBSCRIPTION
D'ABONNEMENTS AGENCY**

- Entreprise canadienne-française.
- Service professionnel d'abonnement.
- Gestion informatisée.
- Service personnel aux collectivités.

1155, avenue Ducharme, Outremont, Qué., H2V 1E2
C.P. 444, Outremont, Qué., H2V 4R6
Tél.: (514) 274-5468 Fax: (514) 274-0201
Pour le Québec et l'Outaouais: 1-800-361-1431